

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 2331

1^{er} JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant dérogation pour l'année 1994-1995 à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1993, modifié le 31 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole du 3 juin 1994 du comité secteurs IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 1994;

Arrête :

Article unique. Par dérogation à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé par la Communauté française pour l'année 1994-1995, les vacances de printemps sont fixées du 17 avril 1995 au 28 avril 1995 dans l'enseignement supérieur de type court.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

M. LEBRUN

VÉRTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2331

1 JULI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende afwijking, voor het jaar 1994-1995, van artikel 4 van het besluit van de Executieve d.d. 22 maart 1984 houdende vakantie- en verlofregeling in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 22 maart 1984 houdende vakantie- en verlofregeling in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 29 december 1993, gewijzigd op 31 januari 1994, tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2^e afdeling, d.d. 3 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 mei 1994,

Besluit :

Enig artikel. In afwijking van artikel 4 van het besluit van de Executieve d.d. 22 maart 1984 houdende vakantie- en verlofregeling in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, wordt de lentevakantie voor het jaar 1994-1995 vastgesteld van 17 april 1995 tot 28 april 1995 in het hoger onderwijs van het korte type.

Brussel, 1 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

M. LEBRUN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

[C — WIN — 27484]

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2332

[C — 27484]

26 MAI 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux carbo-gazeuses de Stoumont et environs

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment les articles 15 et 26;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1934 déclarant d'utilité publique la protection de la source d'eaux minérale et thermale du Pouhon de Bru à Chevron, fixant un périmètre de protection et déterminant les ouvrages interdits dans la zone délimitée, hors l'autorisation préalable du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1976 étendant le périmètre de protection de la source "Pouhon de Bru" et confirmant les prescriptions;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1991 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

Vu la demande de la commune de Stoumont en date du 19 mars 1987 tendant à obtenir l'extension du périmètre accordé par l'arrêté royal précité;

Vu le plan introduit indiquant le tracé du nouveau périmètre de protection avec le relevé des coordonnées des principaux sommets digitalisés;

Vu l'avis du Service des eaux souterraines Liège-Luxembourg-Namur en date du 27 février 1990;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de la province de Liège en date du 21 juin 1990;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de la province du Luxembourg en date du 9 août 1990;

Vu l'avis défavorable du conseil communal de Ferrières en date du 7 juillet 1988;

Vu l'avis favorable du collège échevinal d'Aywaille en date du 30 mai 1988;

Vu l'avis défavorable du collège échevinal de Manhay en date du 27 novembre 1989;

Vu l'enquête commodo-incommodo effectuée du 9 au 27 mai 1988 sur le territoire de la commune d'Aywaille au cours de laquelle 2 réclamations ont été reçues;

Vu l'enquête commodo-incommodo effectuée du 13 au 29 novembre 1989 sur le territoire de la commune de Manhay au cours de laquelle 57 réclamations ont été reçues;

Vu l'enquête commodo-incommodo effectuée du 30 mai au 15 juin 1988 sur le territoire de la commune de Ferrières au cours de laquelle 294 réponses ont été reçues dont 285 oppositions fermes, 2 accords conditionnels, 5 étrangères à l'objet de l'enquête, 2 déjà formulées à Stoumont;

Vu l'enquête commodo-incommodo effectuée du 9 au 27 mai 1988 sur le territoire de la commune de Durbuy au cours de laquelle 3 réclamations ont été formulées dont une reçue après clôture;

Considérant que les arguments invoqués par les opposants sont les suivants :

— des contraintes nouvelles seront imposées aux propriétaires en contradiction avec les articles 544, 546 et 552 du Code civil;

— le forage de puits sera interdit;

— le creusement d'excavations sera interdit;

— l'emploi d'engrais sera interdit;

— l'emploi des pesticides sera interdit;

— l'étude du périmètre de protection est insuffisante;

— l'instauration d'un monopole au profit d'une commune et d'une société privée;

— des restrictions aux activités industrielles;

Considérant que l'article 544 du Code civil limite le droit de jouir et disposer des choses en interdisant un usage prohibé par les lois et règlements;

Considérant que le droit d'accession prévu à l'article 546 du Code civil, ne donne pas le droit de nuire au même droit dans les propriétés voisines;

Considérant que l'article 552 limite explicitement le droit de propriété en excluant "les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines et les lois et règlements de police";

Considérant que le présent arrêté n'interdit pas le forage de puits mais le soumet à autorisation préalable, ce qui permet de s'assurer que l'opération est conduite suivant les règles de bonne pratique et n'est pas de nature à nuire à l'équilibre fragile du gisement carbo-gazeux;

Considérant que le présent arrêté n'interdit pas l'exploitation de puits mais la soumet à autorisation, ce qui est un rappel du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

Considérant que le creusement d'excavations n'est pas interdit mais réglementé et que le caractère spécifique des gisements carbo-gazeux, tel qu'il résulte de l'étude technique rend cette précaution indispensable;

Considérant que l'emploi d'engrais n'est pas interdit mais limité de manière à ne pas nuire à la qualité des eaux souterraines, en conformité avec la Directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Considérant que le rejet de certaines substances dangereuses n'est pas interdit mais réglementé de manière à ne pas altérer les eaux souterraines, en conformité avec l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991, relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

Considérant que le périmètre de protection a été établi au terme d'une longue étude hydrogéologique et géochimique et que cette étude a mis en évidence le caractère très fragile des gisements carbo-gazeux;

Considérant que le but de l'arrêté n'est pas d'instaurer un monopole mais d'assurer la protection d'une richesse en évitant qu'elle soit détruite par une exploitation abusive;

Considérant que l'extension permettra de protéger non pas un seul propriétaire mais l'ensemble des exploitants autorisés, présents ou futurs;

Considérant que les permis d'exploiter des installations industrielles sont délivrés en vertu du règlement général sur la protection du travail et les autorisations de déversement d'eaux usées en eau de surface en fonction des normes sectorielles et des objectifs de qualité des cours d'eau;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. La zone de surveillance du gisement d'eaux carbo-gazeuses de Stoumont et environs est délimitée par le périmètre dont les repères, digitalisés en coordonnées Lambert 1972, sont définis en annexe I.

Art. 2. A l'intérieur de la zone ainsi étendue, il ne peut être entrepris, sans autorisation préalable du Gouvernement wallon, aucun travail qui peut avoir pour résultat de réduire le débit des sources ou d'altérer la qualité des eaux qu'elles fournissent, notamment les drainages, forages, creusements de puits, travaux souterrains, fouilles dont la profondeur excéderait trois mètres, modifications au régime des ruisseaux, à l'écoulement des eaux de surface et à la situation actuelle des mofettes d'acide carbonique.

Art. 3. A l'intérieur de cette zone, les épandages de fertilisants, y compris les gadoues de fosses septiques, ne peuvent dépasser les doses maximales prévues en annexe II, les épandages de pesticides et produits apparentés ne peuvent dépasser les doses mentionnées sur l'emballage; en outre des mesures restrictives adéquates sont prises si la concentration en substance matière pesticide et produits apparentés excède, dans les eaux réceptrices, les concentrations maximales admissibles fixées pour les eaux alimentaires.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe I

Listing des coordonnées des principaux sommets digitalisés du périmètre de la zone de surveillance.

Pt	X	Y	Pt	X	Y
1	246.761	122.601	28	243.920	118.023
2	247.228	122.711	29	243.642	117.845
3	247.538	122.529	30	243.465	117.602
4	247.750	122.523	31	243.100	117.350
5	248.083	122.522	32	242.955	117.606
6	247.737	122.253	33	242.846	118.122
7	247.034	121.679	34	242.602	117.389
8	246.898	121.262	35	242.580	117.150
9	246.702	120.761	36	242.377	116.936
10	246.719	120.510	37	242.085	116.644
11	246.455	120.446	38	241.807	116.619
12	246.284	120.419	39	241.655	116.691
13	246.013	120.149	40	241.395	116.723
14	246.014	120.070	41	241.165	116.902
15	245.807	119.680	42	240.970	116.815
16	245.620	119.389	43	240.777	116.842
17	245.655	119.275	44	240.524	117.020
18	245.764	119.070	45	240.504	117.040
19	245.838	118.938	46	240.428	117.005
20	245.798	118.651	47	240.361	117.290
21	245.710	118.406	48	240.254	117.574
22	245.680	118.225	49	240.221	117.680
23	245.383	118.052	50	240.166	117.661
24	245.330	118.088	51	240.020	117.629
25	245.305	118.070	52	239.908	117.565
26	244.419	117.985	53	239.813	117.529
27	244.208	117.950	54	239.734	117.502

Pt	X	Y	Pt	X	Y
55	239.474	117.766	82	242.010	122.948
56	239.377	117.678	83	241.492	123.585
57	239.080	117.820	84	241.684	123.808
58	238.970	118.131	85	241.614	124.164
59	238.878	118.195	86	241.325	124.400
60	238.690	118.673	87	241.612	124.864
61	238.721	119.059	88	241.930	124.633
62	238.655	119.379	89	242.460	124.585
63	238.551	119.830	90	243.197	124.548
64	238.965	119.762	91	243.193	124.549
65	239.246	119.764	92	243.289	124.585
66	239.500	119.641	93	243.370	124.555
67	239.920	119.734	94	243.650	124.488
68	240.139	119.800	95	244.088	124.828
69	240.450	119.880	96	244.502	124.878
70	240.664	119.872	97	244.980	124.710
71	241.439	120.184	98	245.489	124.455
72	242.011	120.450	99	245.720	123.766
73	242.217	120.635	100	245.718	123.650
74	242.160	120.958	101	245.912	123.474
75	242.228	121.273	102	246.280	123.348
76	242.346	121.772	103	246.213	123.315
77	242.257	122.042	104	246.410	123.137
78	242.301	122.296	105	246.852	122.955
79	242.397	122.593	106	246.785	122.910
80	242.168	122.844			
81	242.080	122.893			

Rem : Les coordonnées correspondent au système LAMBERT BELGE 1972

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 1994 relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux carbo-gazeuses de Stoumont et environs.

Namur, le 26 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

Fumure azotée maximale sur le champ suivant le type de culture.

Sans apport d'effluents d'élevage ou d'azote sous forme organique		
Cultures	Azote sous forme minérale (kg par ha.an)	
Betterave	180	
Maïs	180	
Colza	225	
Pomme de terre	225	
Froment d'hiver	170	
Céréales printemps	100	
Escourgeon	170	
Chicorée	30	
Lin	60	
Haricot	50	
Pois	30	
Jachère spontanée	0	

Avec apport d'effluents d'élevage		
Cultures	Azote sous forme organique (kg par ha.an)	Azote sous forme minérale (kg par ha.an)
Betterave	210	120
Maïs	210	120
Colza	185	145
Pomme de terre	185	145
Froment d'hiver		150
Céréales printemps		80
Biscourgeon		160
Chicorée		0
Lin		50
Haricot		40
Pois		0
Jachère spontanée		0

Lorsqu'il y a production de fumier, on peut considérer comme normal un apport annuel de 12 à 13 t par ha et par an. Cet apport est généralement réalisé en une fois à la tête de rotation, soit au total plus ou moins 40 t pour une rotation de trois ans, ce qui correspond, avec le fumier, à un apport moyen de 200-210 kg/ha/3 ans d'azote organique.

La même quantité d'azote peut aussi être obtenue avec 45 t de lisier de bovin, 35 t de lisier de porc ou bien encore 22 t de lisier de volaille.

Fumure azotée maximale sur prairies fauchées ou pâturées :

En prairie, l'apport d'effluents d'élevage équivalant à 200 kg/ha d'azote sera suivi de plusieurs applications échelonnées dans le temps de 40 à 50 kg/ha d'engrais minéraux, sans toutefois dépasser le total de 350 kg/ha/an.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 1994 relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux carbo-gazeuses de Stoumont et environs.

Namur, le 26 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2332

[C — 27484]

26. MAI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des kohlenstoffhaltigen Wassers in der Gegend von Stoumont und Umgebung

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, insbesondere der Artikel 15 und 26;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. März 1934, der den Schutz der Mineral- und Thermalquelle "Pouhon de Bru" zu Chevron für gemeinnützig erklärt, ein Schutzgebiet festlegt und die außerhalb einer im voraus abgegebenen Zulassung der Wallonischen Regierung in dem festgelegten Gebiet verbotenen Werke bestimmt;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Oktober 1976 zur Ausdehnung des Schutzgebietes um die Quelle "Pouhon de Bru" und zur Bestätigung der Vorschriften;

Aufgrund des Erlasses vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme, Präventiv- und Überwachungszone und die künstliche Anreicherung des Grundwassers;

Aufgrund des Erlasses vom 20. November 1991 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe;

Aufgrund des Antrags der Gemeinde Stoumont vom 19. März 1987 im Hinblick auf eine Ausdehnung des vom vorgenannten Königlichen Erlaß zugelassenen Schutzgebietes;

Aufgrund des vorgelegten Plans mit dem Grundriß des neuen Schutzgebietes mit dem Verzeichnis der Koordinaten der wichtigsten digitalisierten Gipfel;

Aufgrund des Gutachtens des Dienstes für Untergrundwasser Lüttich-Luxemburg-Namur vom 27. Februar 1990;

Aufgrund des Gutachtens des ständigen Ausschusses des Provinzialrates der Provinz Lüttich vom 21. Juni 1990;

Aufgrund des Gutachtens des ständigen Ausschusses des Provinzialrates der Provinz Luxemburg vom 9. August 1990;

Aufgrund des ungünstigen Gutachtens des Gemeinderates Ferrières vom 7. Juli 1988;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von Aywaille vom 30. Mai 1988;

Aufgrund des ungünstigen Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von Manhay vom 27. November 1989;

Aufgrund des vom 9. bis zum 27. Mai 1988 auf dem Gebiet der Gemeinde Aywaille vorgenommenen "de commodo et incommodo" Untersuchungsverfahrens, während dessen 2 Beschwerden eingereicht wurden;

Aufgrund des vom 13. bis zum 29. November 1989 auf dem Gebiet der Gemeinde Manhay vorgenommenen "de commodo et incommodo" Untersuchungsverfahrens, während dessen 57 Beschwerden eingereicht wurden;

Aufgrund des vom 30. Mai bis zum 15. Juni 1988 auf dem Gebiet der Gemeinde Ferrières vorgenommenen "de commodo et incommodo" Untersuchungsverfahrens, während dessen 294 Antworten eingereicht wurden, worunter 285 feste Einsprüche, 2 bedingte Einwilligungen, 5 dem Untersuchungsgegenstand fremde Antworten und zwei bereits in Stoumont formulierte Antworten;

Aufgrund des vom 9. bis zum 27. Mai 1988 auf dem Gebiet der Gemeinde Durbuy vorgenommenen "de commodo et incommodo" Untersuchungsverfahrens, während dessen 3 Beschwerden eingereicht wurden, worunter eine nach Ablauf der Frist;

In der Erwägung, daß die von den Gegnern hervorgehobenen Argumente folgende sind:

— im Widerspruch zu den Artikeln 544, 546 und 552 des Bürgerlichen Gesetzbuches werden den Eigentümern neue Belastungen auferlegt;

— das Bohren von Brunnen wird verboten;

— Ausbaggerarbeiten werden verboten;

— der Gebrauch von Düngemitteln wird verboten;

— der Gebrauch von Pestiziden wird verboten;

— die Studie des Schutzgebietes ist unzureichend;

— die Einführung eines Monopols zugunsten einer Gemeinde und einer Privatgesellschaft;

— Einschränkungen der industriellen Tätigkeiten;

In der Erwägung, daß Artikel 544 des Bürgerlichen Gesetzbuches das Recht, eine Sache zu benutzen und darüber zu verfügen, einschränkt durch den Verbot eines durch die Gesetze oder Verordnungen untersagten Gebrauchs;

In der Erwägung, daß das in Artikel 546 des Bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehene Zuwachsrecht nicht das Recht gibt, diesem selben Recht in den benachbarten Besitzen zu schaden;

In der Erwägung, daß Artikel 552 das Eigentumsrecht ausdrücklich einschränkt, indem es "die Änderungen, die sich aus den die Bergwerke betreffenden Gesetzen und Verordnungen, und aus den Polizeigesetzen und -verordnungen ergeben" ausschließt;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß das Bohren von Brunnen nicht verbietet, sondern es einer vorherigen Genehmigung unterzieht, wodurch man sich vergewissern kann, daß diese Arbeit nach den Regeln der guten Praxis vorgenommen wird, und so geartet ist, daß sie dem empfindlichen Gleichgewicht des kohlenstoffhaltigen Vorkommen nicht schadet;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß den Betrieb von Brunnen nicht verbietet, sondern ihn einer Genehmigung unterzieht, wodurch an das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser erinnert wird;

In der Erwägung, daß Ausbaggerarbeiten nicht verboten, sondern geregelt sind, und daß der spezifische Charakter der kohlenstoffhaltigen Vorkommen diese Schutzmaßnahme unentbehrlich macht, wie aus der technischen Untersuchung hervorkommt;

In der Erwägung, daß der Gebrauch von Düngemitteln nicht verboten, sondern eingeschränkt ist, um der Qualität des Grundwassers nicht zu schaden, gemäß der Richtlinie 91/676/EWG über den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

In der Erwägung, daß das Ableiten gewisser gefährlicher Stoffe nicht verboten, sondern geregelt ist, um das Grundwasser nicht zu verderben, gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 20. November 1991 über den Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe;

In der Erwägung, daß das Schutzgebiet am Ende einer langen hydrogeologischen und geochemischen Untersuchung festgelegt worden ist, und daß diese Untersuchung die hohe Empfindlichkeit der kohlenstoffhaltigen Vorkommen deutlich hervorgehoben hat;

In der Erwägung, daß der Zweck des Erlasses nicht in der Schaffung eines Monopols, sondern in dem Schutz der Bodenschätze besteht, in dem man verhindert, diese durch übermäßige Nutzung zu zerstören;

In der Erwägung, daß die Ausdehnung es erlauben wird, nicht nur einen einzigen Eigentümer, sondern die Gesamtheit der gegenwärtigen oder zukünftigen, zugelassenen Betreibern zu schützen;

In der Erwägung, daß die Betriebsgenehmigungen für Industrieanlagen auf Grund von der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und der Zulassungen für das Ableiten von Abwasser in Oberflächengewässer erteilt werden, unter Einhaltung der Sektornormen und Qualitätszielsetzungen für Wasserläufe;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Die Überwachungszone des Vorkommens von kohlenstoffhaltigem Wasser in der Gegend von Stoumont und Umgebung wird durch den Perimeter bestimmt, dessen unter der Form von Lambert 1972 Koordinaten digitalisierte Bezugspunkte in der Anlage I angeführt sind.

Art. 2. Innerhalb des so ausgedehnten Gebiets darf ohne die vorherige Genehmigung der Wallonischen Regierung keine Arbeit unternommen werden, welche die Liefermenge der Quellen vermindern oder die Qualität des gelieferten Wassers beeinträchtigen könnte. Dies betrifft unter anderen Entwässerungsarbeiten, Bohrarbeiten, das Graben von Brunnen, unterirdische Arbeiten, Ausgrabungen tiefer als 3 Meter, Änderungen des Wasserstandes oder der Verhaltenverhältnisse der Bäche, der Ablaufverhältnisse der Oberflächengewässer und der gegenwärtigen Lage der Kohlensäure-Nachschwaden.

Art. 3. Innerhalb dieser Zone darf das Ausbringen von Düngemitteln, einschließlich der Fäkalien aus Faulgruben, die in der Anlage II angeführten Maximaldosen nicht überschreiten. Das Verstreuen von Pestiziden und verwandten Produkten darf die auf den Verpackungen erwähnten Mengen nicht überschreiten. Darüber hinaus werden geeignete einschränkende Maßnahmen getroffen, wenn in dem Empfangswasser die Konzentration der Pestizidstoffe und verwandte Produkte die maximal zulässigen Konzentrationen für Nahrungswasser überschreitet.

Art. 4. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft in der Wallonischen Region, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage I

Auflistung der Koordinaten der wichtigsten digitalisierten Gipfel des Perimeters der Überwachungszone.

Pt	X	Y	Pt	X	Y
1	246.761	122.601	28	243.920	118.023
2	247.228	122.711	29	243.642	117.845
3	247.538	122.529	30	243.465	117.602
4	247.750	122.523	31	243.100	117.350
5	248.083	122.522	32	242.955	117.606
6	247.737	122.253	33	242.846	118.122
7	247.034	121.679	34	242.602	117.389
8	246.898	121.262	35	242.580	117.150
9	246.702	120.761	36	242.377	116.936
10	246.719	120.510	37	242.085	116.644
11	246.455	120.446	38	241.807	116.619
12	246.284	120.419	39	241.655	116.691
13	246.013	120.149	40	241.395	116.723
14	246.014	120.070	41	241.165	116.902
15	245.807	119.680	42	240.970	116.815
16	245.620	119.389	43	240.777	116.842
17	245.655	119.275	44	240.524	117.020
18	245.764	119.070	45	240.504	117.040
19	245.838	118.938	46	240.428	117.005
20	245.798	118.651	47	240.361	117.290
21	245.710	118.406	48	240.254	117.574
22	245.680	118.225	49	240.221	117.680
23	245.383	118.052	50	240.166	117.661
24	245.330	118.088	51	240.020	117.629
25	245.305	118.070	52	239.908	117.565
26	244.419	117.985	53	239.813	117.529
27	244.208	117.950	54	239.734	117.502

Pt	X	Y	Pt	X	Y
55	239.474	117.766	82	242.010	122.948
56	239.377	117.678	83	241.492	123.585
57	239.080	117.820	84	241.684	123.808
58	238.970	118.131	85	241.614	124.164
59	238.878	118.195	86	241.325	124.400
60	238.690	118.673	87	241.612	124.864
61	238.721	119.059	88	241.930	124.633
62	238.655	119.379	89	242.460	124.585
63	238.551	119.830	90	243.197	124.548
64	238.965	119.762	91	243.193	124.549
65	239.246	119.764	92	243.289	124.585
66	239.500	119.641	93	243.370	124.555
67	239.920	119.734	94	243.650	124.488
68	240.139	119.800	95	244.088	124.828
69	240.450	119.880	96	244.502	124.878
70	240.664	119.872	97	244.980	124.710
71	241.439	120.184	98	245.489	124.455
72	242.011	120.450	99	245.720	123.766
73	242.217	120.635	100	245.718	123.650
74	242.160	120.958	101	245.912	123.474
75	242.228	121.273	102	246.280	123.348
76	242.346	121.772	103	246.213	123.315
77	242.257	122.042	104	246.410	123.137
78	242.301	122.296	105	246.852	122.955
79	242.397	122.593	106	246.785	122.910
80	242.168	122.844			
81	242.080	122.893			

Anm.: Die Koordinaten entsprechen dem BELGISCHEN LAMBERT 1972 System

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 1994 über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des kohlenensäurehaltigen Wassers in der Gegend von Stoumont und Umgebung beigelegt zu werden.

Namur, den 26. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage II

Maximale stickstoffhaltige Bodendüngung je nach Art der Kultur

Ohne Zufuhr von Dung oder organischem Stickstoff		
Kulturen	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)	
Zuckerrübe	180	
Mais	180	
Raps	225	
Kartoffel	225	
Winterweizen	170	
Frühjahrsgetreide*	100	
Wintergerste	170	
Zichorie	30	
Leinen	60	
Bohnen	50	
Erbsen	30	
Wildes Brachland	0	

Bei Zufuhr von Dung		
Kulturen	Organischer Stickstoff (Kg je Ha/Jahr)	Mineralstickstoff (Kg je Ha/Jahr)
Zuckerrübe	210	120
Mais	210	120
Raps	185	145
Kartoffel	185	145
Winterweizen		150
Frühjahrsgetreide		80
Wintergerste		160
Zichorie		0
Leinen		50
Bohnen		40
Erbsen		0
Wildes Brachland		0

Bei Produktion von Mist ist eine Jahresmenge von 12 bis 13 Tonnen je Hektar und Jahr als normal zu betrachten. Diese Zufuhr wird generell zu Beginn eines Fruchtwechsels durchgeführt. Die Zufuhr für einen gesamten Fruchtwechsel von drei Jahren entspricht daher etwa 40 Tonnen, woraus sich eine durchschnittliche Zufuhr von organischem Stickstoff von 200 bis 210 Kg/Ha/3 Jahre ergibt. Die gleiche Stickstoffmenge kann ebenfalls mit 45 Tonnen Rindergülle, 35 Tonnen Schweinegülle oder 22 Tonnen Geflügelgülle erreicht werden.

Maximale stickstoffhaltige Düngung auf Mäh- oder Weidewiesen:

Auf Wiesen folgt auf die Zufuhr von Dung, die 200 Kg/Ha Stickstoff entspricht, das mehrfache Ausbringen von je 40 bis 50 Kg/Ha Kunstdünger zu gewissen Zeitabständen. Die Gesamtmenge an Kunstdünger darf jedoch nicht über 350 Kg/Ha/Jahr übersteigen.

Geschen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Mai 1994 über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des kohlenstoffhaltigen Wassers in der Gegend von Stoumont und Umgebung beigelegt zu werden.

Namur, den 26. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2332

[C — 27484]

26 MEI 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van een toezichtsgebied voor de bescherming van het koolzuurhoudende water van Stoumont en omgeving

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water, gewijzigd bij decreet van 23 december 1993, inzonderheid op de artikelen 15 en 26;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1934 waarbij de bescherming der tot de gemeente Chevron behorende minerale bron "Pouhon de Bru" tot algemeen nut wordt verklaard en houdende bepaling van de beschermingsperimeter en van de werkzaamheden die erin verboden zijn, behalve met de voorafgaande vergunning van de Waalse Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1976 tot uitbreiding van de beschermingsomtrek van de minerale bron "Pouhon du Bru" en tot bekrachtiging van de voorschriften;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen;

Gelet op het verzoek van de gemeente Stoumont van 19 maart 1987 om uitbreiding van de bij voornoemd koninklijk besluit toegekende omtrek;

Gelet op het ingediende plan waarop het tracé van de nieuwe beschermingsomtrek vermeld staat met de lijst van de coördinaten van de voornaamste gedigitaliseerde toppen;

Gelet op het Advies van de Dienst Grondwater van Luik-Luxemburg-Namen, gegeven op 27 februari 1990;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van de provincie Luik, gegeven op 21 juni 1990;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van de provincie Luxemburg, gegeven op 9 augustus 1990;

Gelet op het ongunstig advies van de gemeenteraad van Ferrières, gegeven op 7 juli 1988;

Gelet op het gunstig advies van het college van burgemeester en schepenen van Aywaille, gegeven op 30 mei 1988;

Gelet op het ongunstig advies van het college van burgemeester en schepenen van Manhay, gegeven op 27 november 1989;

Gelet op het onderzoek "de commodo et incommodo" dat tussen 9 en 27 mei 1988 plaatsvond op het grondgebied van de gemeente Aywaille en tijdens hetwelk 2 bezwaren werden ingediend;

Gelet op het onderzoek "de commodo et incommodo" dat tussen 13 en 29 november 1989 plaatsvond op het grondgebied van de gemeente Manhay en tijdens hetwelk 57 bezwaren werden ingediend;

Gelet op het onderzoek "de commodo et incommodo" dat tussen 30 mei en 15 juni 1988 plaatsvond op het grondgebied van de gemeente Ferrières en tijdens hetwelk 294 antwoorden werden ingediend, waaronder 285 vaste verzetten, 2 voorwaardelijke instemmingen, 5 die niets te maken hebben met het voorwerp van het onderzoek, 2 reeds te Stoumont geformuleerd;

Gelet op het onderzoek "de commodo et incommodo" dat tussen 9 en 27 mei 1988 plaatsvond op het grondgebied van de gemeente Durbuy en tijdens hetwelk 3 bezwaren werden geformuleerd waarvan één na afsluiting werd ingediend;

Overwegende dat de door de opposanten ingeroepen argumenten de volgende zijn :

- nieuwe dwangzaken zullen de eigenaars in tegenstrijd met de artikelen 544, 546 en 552 van het Burgerlijk Wetboek worden opgelegd;
- het boren van putten zal verboden zijn;
- het uitgraven van gaten zal verboden zijn;
- het gebruik van meststoffen zal verboden zijn;
- het gebruik van pesticiden zal verboden zijn;
- het onderzoek van de beschermingsomtrek is onvoldoende;
- de instelling van een monopolie ten voordele van een gemeente en een privé-maatschappij;
- restrictie van de industriële activiteiten;

Overwegende dat artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek het recht beperkt om van een zaak het genot te hebben en daarover te beschikken daar het verbiedt een gebruik ervan te maken dat strijdig is met de wetten of met de verordeningen;

Overwegende dat het in artikel 546 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde recht van natrekking niet het recht geeft om in de naburige eigendommen afbreuk te doen aan hetzelfde recht;

Overwegende dat artikel 552 het recht van eigendom uitdrukkelijk beperkt door de uitsluiting van "de beperkingen voortvloeiende uit de wetten en verordeningen betreffende de mijnen en uit de wetten en verordeningen van politie";

Overwegende dat dit besluit de putboring niet verbiedt maar ze aan een voorafgaande vergunning onderwerpt, hetgeen erop wijst dat de operatie volgens de praktische regels wordt verricht en niet van dien aard is dat ze het broze evenwicht van de koolzuurhoudende vindplaats in gevaar brengt;

Overwegende dat dit besluit de exploitatie van putten niet verbiedt maar ze aan vergunning onderwerpt, hetgeen verwijst naar het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water;

Overwegende dat uitgravingen niet verboden maar gereguleerd zijn en dat het specifieke karakter van de koolzuurhoudende vindplaatsen, zoals het technisch onderzoek laat blijken, die voorzorgsmaatregel onontbeerlijk maakt;

Overwegende dat het gebruik van meststoffen niet verboden maar zodanig beperkt is dat de kwaliteit van het grondwater niet wordt aangetast, overeenkomstig Richtlijn 91/676/EEG betreffende de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Overwegende dat de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen niet verboden maar zodanig gereguleerd is dat het grondwater niet wordt aangetast, overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozingen van bepaalde gevaarlijke stoffen;

Overwegende dat de beschermingsomtrek is vastgelegd na een langdurig hydrogeologisch en geochemisch onderzoek dat het zeer broze karakter van de koolzuurhoudende vindplaatsen aan het licht heeft gebracht;

Overwegende dat het besluit niet de oprichting van een monopolie maar de bescherming van een rijkdom beoogt om te voorkomen dat hij door een overdreven exploitatie wordt vernietigd;

Overwegende dat de uitbreiding zal zorgen voor de bescherming van alle huidige of toekomstige gemachtigde exploitanten en niet van één afzonderlijke eigenaar;

Overwegende dat de vergunningen tot exploitatie van industriële installaties worden verleend krachtens het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming en de machtigingen tot lozing van afvalwater in het oppervlaktewater naar gelang van de sectoriële normen en de kwaliteitsdoelstellingen van de waterlopen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het toezichtsgebied van de vindplaats van koolzuurhoudend water van Stoumont en omgeving is afgebakend door de omtrek waarvan de in coördinaten Lambert 1972 gedigitaliseerde bakens in bijlage I zijn bepaald.

Art. 2. Binnen het aldus uitgebreide gebied mag, zonder voorafgaande vergunning van de Waalse Regering, geen van de hierna vermelde werkzaamheden worden ondernomen die het debiet van de bronnen zouden kunnen verminderen of de kwaliteit van hun water zouden kunnen aantasten: draineringen, boringen, putboringen, ondergrondse werken, opgravingen dieper dan 3 meter, wijzigingen van het bekenregime, van de afvoer van oppervlaktewater en van de huidige ligging van moffetten van koolzuur.

Art. 3. Binnen dat gebied mogen de uitgestrooide hoeveelheden stikstoffen, met inbegrip van het mest van septische putten, de in bijlage II vermelde maximumdosissen niet overschrijden en mogen de hoeveelheden gestrooide pesticiden en gelijkgestelde producten de op de verpakking vermelde dosissen niet overschrijden; daarenboven worden gepaste restrictieve maatregelen genomen indien de concentratie van pesticiden en gelijkgestelde producten in het ontvangende water de voor het drinkwater vastgestelde maximumconcentraties overschrijdt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

Lijst van de coördinaten van de voornaamste gedigitaliseerde toppen van de omtrek van het toezichtsgebied.

Pt	X	Y	Pt	X	Y
1	246.761	122.601	28	243.920	118.023
2	247.228	122.711	29	243.642	117.845
3	247.538	122.529	30	243.465	117.602
4	247.750	122.523	31	243.100	117.350
5	248.083	122.522	32	242.955	117.606
6	247.737	122.253	33	242.846	118.122
7	247.034	121.679	34	242.602	117.389
8	246.898	121.262	35	242.580	117.150
9	246.702	120.761	36	242.377	116.936
10	246.719	120.510	37	242.085	116.644
11	246.455	120.446	38	241.807	116.619
12	246.284	120.419	39	241.655	116.691
13	246.013	120.149	40	241.395	116.723
14	246.014	120.070	41	241.165	116.902
15	245.807	119.680	42	240.970	116.815
16	245.620	119.389	43	240.777	116.842
17	245.655	119.275	44	240.524	117.020
18	245.764	119.070	45	240.504	117.040
19	245.838	118.938	46	240.428	117.005
20	245.798	118.651	47	240.361	117.290
21	245.710	118.406	48	240.254	117.574
22	245.680	118.225	49	240.221	117.680
23	245.383	118.052	50	240.166	117.661
24	245.330	118.088	51	240.020	117.629
25	245.305	118.070	52	239.908	117.565
26	244.419	117.985	53	239.813	117.529
27	244.208	117.950	54	239.734	117.502

Pt	X	Y	Pt	X	Y
55	239.474	117.766	82	242.010	122.948
56	239.377	117.678	83	241.492	123.585
57	239.080	117.820	84	241.684	123.808
58	238.970	118.131	85	241.614	124.164
59	238.878	118.195	86	241.325	124.400
60	238.690	118.673	87	241.612	124.864
61	238.721	119.059	88	241.930	124.633
62	238.655	119.379	89	242.460	124.585
63	238.551	119.830	90	243.197	124.548
64	238.965	119.762	91	243.193	124.549
65	239.246	119.764	92	243.289	124.585
66	239.500	119.641	93	243.370	124.555
67	239.920	119.734	94	243.650	124.488
68	240.139	119.800	95	244.088	124.828
69	240.450	119.880	96	244.502	124.878
70	240.664	119.872	97	244.980	124.710
71	241.439	120.184	98	245.489	124.455
72	242.011	120.450	99	245.720	123.766
73	242.217	120.635	100	245.718	123.650
74	242.160	120.958	101	245.912	123.474
75	242.228	121.273	102	246.280	123.348
76	242.346	121.772	103	246.213	123.315
77	242.257	122.042	104	246.410	123.137
78	242.301	122.296	105	246.852	122.955
79	242.397	122.593	106	246.785	122.910
80	242.168	122.844			
81	242.080	122.893			

Opn. : de coördinaten stemmen overeen met het systeem LAMBERT BELGE 1972

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 1994 tot oprichting van een toezichtsgebied voor de bescherming van het koolzuurhoudende water van Stoumont en omgeving.

Namen, 26 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage II

Zonder toevoer van dierlijk mest of organische stikstoffen		
Teelten	Minerale stikstoffen (kg per ha/jaar)	
Biet	180	
Maïs	180	
Koolzaad	225	
Aardappelen	225	
Wintertarwe	170	
Lentegraangewassen	100	
Wintergerst	170	
Chicorei	30	
Vlas	60	
Bonen	50	
Ervten	30	
Spontaan braakland	0	

Met toevoer van dierlijk mest		
Tecelten	Organische stikstoffen (kg per ha/jaar)	Minerale stikstoffen (kg per ha/jaar)
Biet	210	120
Maïs	210	120
Koolzaad	185	145
Aardappelen	185	145
Wintertarwe		150
Lentegraangewassen		80
Wintergerst		160
Chicorei		0
Vlas		50
Bonen		40
Erwten		0
Spontaan braakland		0

Wanneer er productie van mest is, kan men een jaarlijkse toevoer van 12 tot 13 t per ha en per jaar als normaal beschouwen. Deze toevoer van mest gebeurt meestal in één keer in het begin van de wisselcyclus, d.w.z. in het geheel ca. 40 t voor een driejarige wisseling, wat in geval van verspreiding van mest, met een gemiddelde toevoer van 200-210 kg/ha/3 jaar organische stikstoffen overeenstemt.

Dezelfde hoeveelheid stikstof kan ook met 45 t runderaalt, 35 t varkenssaalt ofwel 22 t aalt van pluimvee worden bereikt.

Maximale stikstofhoudende bodembemesting op maai- of grasweide :

In weiden wordt de toevoer van een hoeveelheid dierlijke meststoffen overeenstemmend met ca. 200 kg/ha stikstof gevolgd door meerdere over de tijd verspreide verspreidingsbeurten van 40 tot 50 kg/ha minerale meststoffen, waarbij men een totale hoeveelheid van 350 kg/ha per jaar niet mag overschrijden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 1994 tot oprichting van een toezichtsgebied voor de bescherming van het koolzuurhoudende water van Stoumont en omgeving.

Namen, 26 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2333

[C — 31305]

23. MAART 1994. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van afvalstoffen afkomstig van activiteiten in de gezondheidszorg

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid de artikelen 11 en 13, lid 1, 2°;

Gelet op de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2333

[C — 31305]

23 MARS 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion des déchets résultant d'activités de soins de santé

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment les articles 11 et 13, alinéa 1er, 2°;

Vu l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des déchets dangereux;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;